

# INTERPELLATION

**Auteur** Doris Schmidhalter-Näfen, AdG/LA, et German Eyer, AdG/LA  
**Objet** Etat des lieux à mi-parcours?  
**Date** 13.03.2015  
**Numéro** 4.0145

---

En juin 2010, le Conseil d'Etat a approuvé l'octroi d'un crédit d'engagement pour la modernisation des registres fonciers, l'introduction et l'informatisation du registre foncier fédéral et la mise en place d'un système d'information du territoire (Projet RF 2020 Concept et réalisation).

Le texte était formulé comme suit: «Il est accordé au Conseil d'Etat un crédit d'engagement de 20'000'000 de francs afin de moderniser les registres fonciers, d'introduire et informatiser le registre foncier fédéral et de mettre en place un système d'information du territoire (RF 2020 Concept et réalisation)».

La décision portait sur un montant de 20 millions de francs, réparti sur 10 ans. Avec l'acceptation de ce crédit d'engagement, il s'agissait de poser les jalons pour la réalisation de ce registre foncier du futur.

Les éléments principaux de ce projet sont les suivants:

- modernisation et sécurisation du registre foncier valaisan;
- réduction des frais administratifs;
- prise en considération des attentes des clients via une amélioration des services offerts.

Le message précisait que les échéances du projet feraient l'objet d'un calcul précis. Les différents votes au Grand Conseil visaient en outre à soumettre ledit projet à une direction solide. A l'époque, la commission ATE compétente exigea par ailleurs d'être informée chaque année sur l'évolution des différents objectifs partiels, afin de pouvoir les examiner.

Or 5 ans plus tard, il semble que le nouveau système n'ait été introduit dans aucune commune.

## Conclusion

Nous prions le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes:

- A quel stade en sont les travaux?
- Quand pouvons-nous escompter l'introduction du nouveau système et dans combien de communes?
- Le cadre temporel fixé par le Conseil d'Etat est-il réaliste?
- La remise d'un rapport annuel sur l'état des travaux et les objectifs partiels à la commission ATE a-t-elle eu lieu?